

Prise parole 1er mai 2024

Jean Jaurès disait que « Quiconque ne rattache pas le problème scolaire ou plutôt le problème de l'éducation à l'ensemble des problèmes sociaux se condamne à des efforts ou à des rêves stériles ». Et bien voilà sûrement l'une des explications à l'état actuel de l'école dans notre pays.

Nous faisons tous le constat des baisses de moyens, dans l'ensemble des services publics, et particulièrement pour l'éducation, depuis des années. Cette année ne déroge pas à la règle : des Assistants d'Éducation (AESH) en nombre insuffisants, mal payés et sans véritables statuts, des postes dans le primaire et le secondaire supprimés, une inclusion (comme il se doit) de tous les élèves mais sans moyens humains ni financiers. Ne parlons pas de l'Aide Sociale à l'Enfance, dont le fonctionnement ne dépend plus que de la bonne volonté de ceux qui y travaillent : comment peuvent-ils dans ces conditions être des partenaires de l'éducation des enfants, déjà abîmés par la vie, dont ils ont la charge ? Et pour le médico-social ? C'est encore pire. Les sous-préfectures et campagnes sont des déserts médicaux où personne ne peut trouver de pédo-psychiatre, d'ergothérapeute, d'orthophoniste. Comment mettre en place le suivi nécessaire à tant d'enfants en situation de handicap ou ayant des besoins particuliers ?

Le gouvernement nous dit que les enquêtes internationale comme PISA sont des guides pour mener des politiques pour l'éducation efficaces. Très bien, prenons-les au mot. Depuis des années, les enquêtes PISA identifient dans leurs conclusions 2 problèmes majeurs qui expliquent le classement médiocre de la France :

1. un problème d'équité scolaire. La France fait réussir ses très bons élèves mais pas ceux en difficulté, plus qu'ailleurs dans l'OCDE, l'indice de positionnement social des parents est corrélé à la réussite scolaire. Traduction : l'école française est l'école du tri sociale qui apprend à l'enfant de prolétaire quelle est sa place dans la société.
2. Ensuite un problème d'effectif. Les classes françaises sont les plus chargées d'Europe. Les élèves y font le plus d'heures à l'école et ont la plus grande amplitude horaire des écoliers de l'OCDE. Que voulez vous, nous ne pouvons pas prendre en compte le rythme de sommeil des enfants, quant il s'agit de leur apprendre à arriver à l'heure au travail, sans se plaindre. Attal l'a rappelé, il veut des enfants qui se tiennent sages, en uniforme, face à des manuels labellisés et dans des groupes de niveaux pour achever le tri-social.

Alors je vous pose la question :

Leur projet d'uniforme à l'école et de manuels labellisés, comme c'était le cas sous Pétain, vous semble-t-il être de nature à créer une école de l'émancipation ? NON !
Leur projet de sanction envers les élèves « perturbateurs » et de groupes de niveaux vous semble-t-il être de nature à créer une école de l'égalité des chances ? NON !

C'est contre ce modèle de l'éducation comme moyen d'aliénation des masses que nous nous battons à l'échelle nationale mais ne vous y trompez pas, c'est la même logique qui s'applique à l'échelle locale à Châteaudun. Quand, avec le collectif pour le

médico-social, nous nous battons pour plus de moyens pour l'inclusion des élèves handicapés ou des élèves à besoins particuliers, quand avec le collectif pour le maintien de 3 collèges publics à Châteaudun nous luttons pour maintenir ouvert le collège Tomas Divi et obtenir un nouveau collège Anatole France à taille humaine, c'est face à leur projet que nous nous soulevons.

Parce que notre école est celle de la véritable inclusion, celle qui prend en compte les besoins particuliers des enfants avec les moyens humains et financiers nécessaires. Celle de l'émancipation par le développement de l'esprit critique, loin des manuels assermentés, de la police du vêtement ou de la violence de l'état qui veut obtenir par la brutalité l'obéissance des enfants.

M. Le Dorven du Conseil Départemental, faites confiance aux enseignants et aux parents d'élèves quand nous vous disons que votre projet ne va apporter que de la violence scolaire supplémentaire : pour les élèves, anonymés et isolés dans des classes surchargés et un collège usine ; pour les professeurs et personnels qui vont perdre leurs postes ainsi que le sens de leur métier.

Un fonctionnaire n'est pas une machine qui fonctionne sans réfléchir. Bien au contraire, un fonctionnaire est celui qui fait fonctionner la République et défend ses valeurs humanistes d'inclusion et d'émancipation, contre le gouvernement en place s'il le faut. Nous ne serons pas des agents de la ségrégation sociale des bourgeois mais des agents de la réussite de tous, tous ensemble. Si vous avez perdu le sens de l'intérêt général et du service public nous serons vous le rappeler.

En vous mobilisant, en mobilisant autour de vous, en vous syndiquant, en votant le 9 juin prochain pour les européennes, vous pouvez agir. Ensemble, uni, nous pouvons lutter. Nous avons le pouvoir de changer les choses.